

Comptes rendus

CURTIS, Bruce, *Building the Education State: Canada West, 1836-1871*. London (Ont.), Althouse Press, 1988. 450 p.

Jean-Marie Fecteau

Volume 42, numéro 2, automne 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304684ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304684ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fecteau, J.-M. (1988). Compte rendu de [CURTIS, Bruce, *Building the Education State: Canada West, 1836-1871*. London (Ont.), Althouse Press, 1988. 450 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42(2), 270–272.
<https://doi.org/10.7202/304684ar>

CURTIS, Bruce, *Building the Education State: Canada West, 1836-1871*. London (Ont.), Althouse Press, 1988. 450 p.

La «renaissance» de l'histoire politique provient aussi — et surtout — d'interrogations nouvelles sur l'efficacité et l'emprise de l'État sur l'ensemble social. Dans la foulée de la crise de l'État providence, les problèmes de légitimation, d'acculturation et de participation politique délaissent les rives surpeuplées de la sociologie électorale pour les paysages plus arides de l'administration publique. En somme, la question politique est maintenant posée au cœur même de l'appareil de mise en oeuvre des politiques étatiques.

En ce sens, l'ouvrage de Bruce Curtis est un signe important et bienvenu de la mutation lente de l'historiographie politique. *Politique*, car Curtis n'a pas l'intention de refaire l'histoire administrative de l'instruction publique au Haut-Canada. Au contraire, sa problématique est toute centrée sur l'impact, en terme de destin collectif et de rapports de pouvoir, de la mise en place d'un réseau public d'enseignement en Ontario au milieu du 19^e siècle.

Curtis étudie donc, dans une première partie, les multiples et virulents débats qui ponctuent l'adoption des différentes lois d'instruction publique entre 1836 et 1850. L'histoire de cette évolution législative est, on le comprendra, toute traversée par les grandes questions politiques de l'heure, soit l'équilibre entre le pouvoir local et l'État, la responsabilité ministérielle et la question de l'autonomie coloniale. Après les Rébellions surtout, la question du contrôle du système d'éducation devient un enjeu vital. Bruce Curtis montre bien, dans ces trois premiers chapitres de l'ouvrage, comment la mise en place d'un projet

d'éducation populaire est avant tout la résultante d'une intention éminemment politique, où l'avenir de la collectivité est mesurée à l'aune du type de savoir à acquérir et des modalités de sa dispensation. Finalement, la loi d'instruction publique de 1850 va entériner de façon durable une série de compromis entre les élites locales et l'administration centrale. Ici comme ailleurs, l'avènement de la responsabilité ministérielle entraîne la mise en place d'un appareil administratif consolidé. La création de l'État canadien ne peut en effet se comprendre sans le développement d'une véritable «fonction publique» — dans les deux sens du terme.

Dans la deuxième partie du volume, l'auteur délaisse l'étude des origines législatives pour étudier de plus près le fonctionnement de l'appareil éducatif. Pour ce faire, il a choisi la période 1850-1871, époque de relative stabilité législative. Au cours de ces années cruciales, on assiste en effet à la lente formation, par sédimentation bureaucratique, d'une pratique éducative qui restera au fondement de l'école moderne. Curtis scrute la formation de cette pratique à travers la correspondance pléthorique qu'une administration boulimique entretient avec les responsables locaux, administrateurs et professeurs, du système éducatif. On observe donc la constitution d'un véritable espace pédagogique (chapitre 4), centré autour de la présence de l'enseignant et de l'enseignante. La question de l'assiduité des élèves à l'école (chapitre 5) fait aussi l'objet d'une lutte acharnée sur le plan local, comme d'ailleurs la détermination, entre le professeur et les parents, des rapports d'autorité sur l'enfant. Courroie de transmission entre les collectivités locales et le savoir dominant dont l'État veut avoir le monopole, la personne de l'enseignant fait l'objet d'une attention particulière: l'auteur traite de la formation de celui-ci (chapitre 6) et du programme d'études qu'il doit assurer (chapitre 7). Finalement, l'enquête s'attache à analyser les différents modes d'apprentissage, les formes pédagogiques à l'oeuvre dans la pratique éducative et le rôle qu'y joue la violence plus ou moins instituée du personnel enseignant (chapitre 8). Dans sa conclusion qui revêt, signalons-le, un intérêt particulier, l'auteur souligne les enjeux politiques et culturels sous-jacents à l'oeuvre d'éducation entreprise par l'État au milieu du 19^e siècle canadien.

En tant que contribution originale à la problématique de la formation de l'État canadien, l'ouvrage de Curtis apparaît utile et important. À ce propos, je ne ferai, faute de place, que deux brèves remarques.

La formation de l'État contemporain est inséparable d'une entreprise systématique de socialisation politique. C'est le mérite de Curtis, dans la mouvance des travaux de Corrigan et Sayer (*The Great Arch: English State Formation as Cultural Revolution*, Oxford, 1985) et, plus indirectement, de Foucault, d'insister sur cette dimension fondamentale du projet éducatif de l'époque. Nous assistons en effet à la lente formation de «l'identité sociale moderne» (p. 13) fondée sur la normalisation et la standardisation des comportements et l'instillation, chez les futurs citoyens, d'une faculté d'auto-discipline qui reste au coeur de la régulation des sociétés modernes. Cependant, Curtis, dans l'exposé des luttes présidant à la mise en place de ces instruments de régulation, semble tracer la ligne de clivage principale entre les communautés locales et l'État central. Ce faisant, il sous-estime, à mon sens, le degré d'adhésion des élites locales au projet étatique. Si l'auteur insiste, à juste titre, sur les résistances multiformes à l'implantation d'un système d'éducation, il semble par-

fois confondre résistance à la centralisation et résistance aux objectifs de formation. Une analyse plus précise des enjeux locaux et des rivalités à ce niveau pourrait laisser voir les protagonistes véritables de cette lutte. En ce sens, l'ouvrage souffre d'ailleurs de la constante imprécision de termes comme «classes populaires» et «classes dirigeantes». Les enjeux culturels ne peuvent en effet faire l'économie des conflits de classes, surtout à cette période de transition.

D'autre part, les modalités de l'action étatique sont finement mises en lumière dans cet ouvrage. On voit notamment comment l'État, dans la mise en place de sa pratique éducative, manifeste trois traits majeurs: l'expression et la préservation d'une autorité de type hiérarchique, la recherche d'une transformation des comportements et l'adoption, à cette fin, de pratiques uniformes et standardisées. Curtis montre bien que le monopole de la violence, bien réel même en ce domaine, n'est qu'un des aspects du pouvoir d'État, l'autre reposant sur cette capacité d'inspirer des pratiques et des habitus (au sens de Bourdieu) normalisés et intégrés dans un réseau institutionnel. Ici encore, pourtant, on ne peut s'empêcher d'être frappé par le caractère monolithique des intentions prêtées aux réformateurs contrôlant l'appareil administratif. Au fond, seules les «résistances» locales semblent vouloir contrecarrer la réalisation du projet étatique. La dimension fondamentalement utopique de ce projet est cependant passée sous silence, comme si l'école moderne était la matérialisation *a posteriori* des rêves de ces pionniers que sont les premiers responsables de l'éducation publique. Cette impression de réussite, après que se soient tues les résistances populaires, nous semble particulièrement trompeuse. Il faudrait peut-être inverser la problématique et considérer l'école moderne — comme d'ailleurs l'asile et la prison — comme témoins de l'écroulement des projets réformistes du 19^e siècle. Sous les assauts conjugués de la routine administrative et de la présence grandissante des «classes populaires» sur la scène politique, l'école des philanthropes est vite devenue lieu de reproduction des contradictions sociales dominantes. Non seulement l'école publique a-t-elle, dès l'origine, réinscrit dans sa structure les clivages de classes, mais la transformation des comportements qui était au fondement même de son existence a agi plutôt comme un accélérateur de tensions sociales.

Mais ceci est l'histoire de l'instruction publique après la période héroïque de mise en place étudiée par Curtis. Il faut plutôt savoir gré à ce dernier pour avoir replacé cette saga des origines dans sa dimension politique propre.